

# ACTION URGENTE

## BAHREÏN. UN MILITANT EMPRISONNÉ POUR « OUTRAGE » AU ROI

**Le tribunal de première instance de Manama a déclaré le militant politique bahreïnite Mahdi Sahwan coupable d' « outrage » au roi et d'« appel à un rassemblement illégal », le condamnant à respectivement un an et trois mois de prison. Cet homme est peut-être un prisonnier d'opinion.**

**Mahdi Sahwan**, militant islamiste âgé de 43 ans, a été arrêté le 7 juillet 2013 après avoir été convoqué au poste de police d'Al Budaya à Manama, la capitale du pays. Son interpellation est liée aux discours qu'il a prononcés le 5 juillet dernier lors de rassemblements politiques, pendant lesquels il aurait « insulté » le roi et appelé à un « rassemblement illégal ». Cet homme a été incarcéré pendant sept jours à la prison de Dry Dock. Le 15 juillet, le parquet a ordonné son maintien en détention pendant 45 jours en vue d'un complément d'enquête. Son procès a commencé le 26 août dernier devant la 3<sup>e</sup> chambre du tribunal de première instance. Le 30 septembre, Mahdi Sahwan a été condamné à un an de prison pour « outrage au roi », ainsi qu'à trois de prison pour avoir « appelé à un rassemblement illégal ». Son avocat a fait appel de cette décision. Juste après le rendu du verdict, Mahdi Sahwan a été transféré de la prison de Dry Dock, où il se trouvait depuis son arrestation, vers la prison de Jaww, à une trentaine de kilomètres au sud de Manama.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer Mahdi Sahwan au motif que les seules charges qui pèsent sur lui ne devraient pas être considérées comme des infractions pénales et vont à l'encontre de l'obligation de Bahreïn de protéger le droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique ;
- demandez-leur de veiller à ce que cet homme soit protégé de la torture et d'autres mauvais traitements, et puisse régulièrement s'entretenir avec sa famille et son avocat ;
- exhortez-les à abroger les lois qui érigent en infraction l'exercice pacifique du droit à la liberté d'expression, conformément aux obligations de Bahreïn aux termes de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 NOVEMBRE 2013 À :

#### Roi de Bahreïn

Shaikh Hamad bin 'Issa Al Khalifa  
Office of His Majesty the King  
P.O. Box 555, Rifa'a Palace  
al-Manama, Bahreïn  
**Fax : +973 1766 4587 (merci de vous montrer persévérant-e)**  
**Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,**  
**(Votre Majesté, dans le corps du texte)**

#### Ministre de l'Intérieur

Shaikh Rashid bin 'Abdullah Al Khalifa  
Ministry of Interior  
P. O. Box 13, al-Manama, Bahreïn  
**Fax : +973 1723 2661**  
**Twitter : @moi\_Bahrain**  
**Formule d'appel : Your Excellency, /**  
**Monsieur le Ministre,**

#### **Copies à :**

Ministre de la Justice et des Affaires islamiques  
Shaikh Khalid bin Ali bin Abdullah Al Khalifa  
Ministry of Justice and Islamic Affairs  
P. O. Box 450, al-Manama, Bahreïn  
**Fax : +973 1753 1284**  
**Courriel : [minister@justice.gov.bh](mailto:minister@justice.gov.bh)**  
**Twitter : @Khaled\_Bin\_Ali**

**Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays.**

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## BAHREÏN. UN MILITANT EMPRISONNÉ POUR « OUTRAGE » AU ROI

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 14 avril 2013, le gouvernement de Bahreïn a approuvé une proposition d'amendement de l'article 214 du Code pénal, visant à alourdir la peine encourue en cas d'outrage au roi Hamad bin Issa al Khalifa ou d'offense au drapeau national ou à d'autres symboles de la nation. Selon ce texte, qui a été approuvé par l'Assemblée nationale en juin et doit encore être ratifié par le roi, la peine prévue pour ces infractions pourrait aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement, assortie d'une lourde amende.

Aux termes de l'article 214 du Code pénal bahreïnite, « tout outrage à l'émir du pays [le roi], au drapeau ou à l'emblème national est passible d'une peine d'emprisonnement », ce qui constitue une violation du droit à la liberté d'expression.

Deux ans et demi après le soulèvement populaire à Bahreïn, et au-delà du battage médiatique entourant les réformes qui ont suivi, les prisonniers d'opinion, dont plusieurs ont été appréhendés pendant les manifestations, demeurent derrière les barreaux, et les autorités continuent de réprimer le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion. Ces derniers mois, non seulement les prisonniers d'opinion n'ont pas été libérés, mais d'autres personnes ont été incarcérées simplement pour avoir osé exprimer leurs opinions sur Twitter ou lors de défilés pacifiques. Plusieurs militantes ont également été placées en détention. Les tribunaux bahreïnites semblent plus soucieux de suivre la ligne gouvernementale que de proposer des recours effectifs aux Bahreïnites et de faire respecter l'état de droit.

La Commission d'enquête indépendante de Bahreïn, établie par décret royal du 29 juin 2011, a été chargée d'enquêter sur les violations des droits humains ayant un lien avec les manifestations de 2011 et de les signaler. Lors de la publication du rapport de cette Commission, en novembre 2011, le gouvernement bahreïnite s'est engagé publiquement à mettre en œuvre les recommandations qui y étaient formulées. Ce document revenait sur l'attitude des autorités face aux mouvements de protestation de grande ampleur et évoquait un grand nombre d'atteintes aux droits humains. Entre autres recommandations essentielles, le rapport demandait aux autorités d'amener les responsables présumés de violations des droits humains – notamment des actes de torture et le recours à une force excessive – à rendre des comptes, et de mener des enquêtes indépendantes sur les allégations de torture.

Bon nombre des engagements pris par le gouvernement n'ont toutefois pas été tenus. La création de la Commission et le rapport de cet organe étaient considérés comme une initiative sans précédent. Pourtant, près de deux ans plus tard, le gouvernement a anéanti tout espoir de réformes significatives en refusant de mettre en œuvre des recommandations essentielles en matière d'obligation de rendre des comptes, notamment en omettant de lancer des investigations indépendantes et efficaces menées en toute transparence sur les allégations de torture et d'autres mauvais traitements et de recours excessif à la force, et de poursuivre en justice toutes les personnes ayant donné l'ordre de commettre des atteintes aux droits humains. Pour plus d'informations, voir *Bahrain: Reform shelved, repression unleashed* (MDE 11/062/2012, <http://amnesty.org/en/library/info/MDE11/062/2012/en>).

Le 28 juillet dernier, le parlement bahreïnite s'est réuni en session extraordinaire et a ensuite soumis 22 recommandations au roi, conseillant le durcissement des sanctions prévues par la Loi antiterroriste de 2006. Quelques jours plus tard, le roi a émis plusieurs décrets restreignant davantage la liberté d'expression, notamment en interdisant pour une durée indéterminée toute manifestation, tout sit-in et tout rassemblement public à Manama et en accordant aux forces de sécurité de nouveaux pouvoirs très étendus.

Le 9 septembre 2013, 47 États ont signé une déclaration commune devant le Comité des droits de l'Homme (Nations unies), dans laquelle ils exprimaient leurs inquiétudes quant aux atteintes aux droits humains qui perdurent à Bahreïn.

Nom : Mahdi Sahwan  
Homme

AU 275/13, MDE 11/049/2013, 7 octobre 2013

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**

